

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 30 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VEGAM

19 rue de la Motte
Zone artisanale
35770 Vern-Sur-Seiche

Code AIOT : 0005503499

Référence : UD35/2025-493

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/07/2025 dans l'établissement VEGAM implanté 19 rue de la Motte Zone artisanale 35770 Vern-sur-Seiche. L'inspection a été annoncée le 08/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale portant sur le contrôle des silos et des installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, classées à autorisation au titre de la rubrique 2160 de la nomenclature des installations classées.

L'objectif est de vérifier la prise en compte par l'exploitant, des observations formulées lors de la précédente inspection réalisée le 09/03/2022, sur le sujet des risques liés à l'empoussièrément des installations, ainsi que le respect de diverses autres dispositions en matière de prévention et de gestion du risque incendie et explosion.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VEGAM
- 19 rue de la Motte Zone artisanale 35770 Vern-sur-Seiche
- Code AIOT : 0005503499
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les installations de la société VEGAM ont été autorisées par arrêté préfectoral du 25 mars 1989, modifié en dernier lieu par arrêté complémentaire du 21 mars 2012.

Les installations comprennent:

- 2 fosses de réception des produits,
- 10 cellules de stockage verticales carrées métalliques, ouvertes (capacité totale 27 330 m³),
- 1 tour de manutention,
- 2 boisseaux grains humides (1470 m³),
- 2 boisseaux grains cassés (50 m³),
- 1 boisseau d'expédition (130 m³),
- 1 séchoir.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre II – article 4 (permis de feu)	Demande d'action corrective	30 jours
5	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées), 1er alinéa	Demande d'action corrective	30 jours
6	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées), 2ème alinéa	Demande d'action corrective	30 jours
8	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées), 4ème alinéa	Demande d'action corrective	30 jours
9	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 14 (suivi température)	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre II - article 3 (formation)	Sans objet
3	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 9 (installations électriques)	Sans objet
4	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 12 (Nettoyage des aires de chargement et de déchargement des produits)	Sans objet
7	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées) 3ème alinéa	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite de contrôle, l'Inspection des installations classées a pu constater que l'exploitant a globalement répondu aux observations formulées lors de la précédente inspection.

Des points d'amélioration nécessaire ont cependant été relevés, parmi lesquels:

- la réalisation systématique de la ronde après travaux par point chaud ;
- un nettoyage plus fréquent des boisseaux grains humides, une vigilance sur l'empoussièremement des câbles et des armoires électriques, ainsi qu'une vérification des installations à l'issue des opérations de nettoyage ;
- une optimisation du fonctionnement du dispositif de suivi de la silo-thermométrie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre II - article 3 (formation)
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : <u>Rappel constat inspection du 09/03/2022:</u> L'exploitant doit s'assurer d'une meilleure appropriation du personnel en charge de la conduite des installations, aux risques liés aux installations et vérifier que l'ensemble des procédures et consignes relatives à leur fonctionnement soit connu et appliqué, y compris celles relatives aux opérations de nettoyage. La formation doit être complétée par une présentation spécifique des risques liés à l'empoussièrement et les mesures de prévention associées. Le justificatif de formation de l'opérateur doit être transmis. <u>Courrier exploitant du 25/04/2022 et constat inspection du 29/07/2025:</u> A sa prise de poste, le personnel, qu'il soit permanent ou saisonnier, est sensibilisé à la prévention et à la gestion des risques ainsi qu'aux procédures et consignes liées à l'exploitation des silos, par la présentation du livret d'accueil qui recense les principales informations en la matière (risque ATEX et nettoyage des installations, risques liés aux produits chimiques, conduite à tenir en cas d'accident). Le personnel permanent intervenant sur les silos dispose d'un Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) "silo agent" qui valide des modules de formation en lien avec la maîtrise des risques présentés par le fonctionnement des silos et séchoirs. Par sondage, l'attestation "Accueil et information sécurité", délivrée à la dernière personne embauchée sur le site (en septembre 2023), fait figurer l'ensemble des informations présentées à son arrivée (présentation du site et de l'activité, documents et consignes sécurité, procédures à suivre en cas d'urgence). Un recyclage de la formation spécifique aux risques inhérents aux silos est mis en place pour les responsables silos. Le bilan individuel des formations suivies par les salariés fait état de la réalisation de cette formation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre II – article 4 (permis de feu)
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de prévention
Prescription contrôlée : (...) La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones <i>[où il existe un risque d'incendie ou d'explosion]</i> doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : <u>Constat inspection du 29/07/2025:</u> Lors de l'inspection, les deux permis de feu suivants ont été examinés : <ul style="list-style-type: none">- permis de feu établi le 20/01/2025, dans le cadre de travaux de remise en état du TCR3;- permis de feu établi le 28/07/2025, pour une opération de nettoyage des étages 5 et 6 de la tour de manutention. Le premier permis de feu comporte les informations attendues : description des travaux réalisés, risques identifiés, mesures de prévention avant/pendant/après l'intervention (vérification par ronde 1h après travaux), moyens de secours à disposition. Ils sont signés par l'exploitant et l'intervenant. Le second permis de feu contient les mêmes informations. La case correspondant à la ronde après travaux n'a pas été cochée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sur les permis de feu, l'exploitant doit veiller à préciser systématiquement la réalisation de la ronde après travaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 9 (installations électriques)
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué de (...) : l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Constats :**Constat inspection du 29/07/2025:**

Le suivi des installations électriques est réalisé par le responsable maintenance.

Le dernier rapport de vérification de ces installations ainsi que le Q18, établis le 30/09/2024 par la société DEKRA, pour le contrôle des silos et du séchoir, font état d'aucune observation (absence de danger constaté).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 12 (Nettoyage des aires de chargement et de déchargement des produits)

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection

Prescription contrôlée :

Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage.(...)

Les aires de chargement et de déchargement sont :

- soit suffisamment ventilées de manière à éviter une concentration de poussières de 50 g/m³ (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage ou de nuisance pour les milieux sensibles);
- soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration. Ces aires doivent être régulièrement nettoyées.

Constats :**Rappel constat inspection du 09/03/2022:**

En revanche, du fait d'une accumulation de poussière, l'exploitant doit procéder au nettoyage des éléments suivants : les parois de l'abri de ces fosses, les portes de séparation entre ces deux fosses ainsi qu'avec la tour de manutention, les tableaux de commande et les câbles électriques associés. Ces opérations doivent être précisées dans la procédure de nettoyage des installations.

Courrier exploitant du 25/04/2022:

Les justificatifs de nettoyage des parois de l'abri des fosses, des portes de séparation des fosses et des câbles électriques ont été transmis et la procédure de nettoyage a été complétée en conséquence.

Constat inspection du 29/07/2025:

Le registre de nettoyage des silos, consulté sur la période du 18/06/2025 au 28/07/2025, met en évidence un nettoyage régulier des différentes parties des silos, à chaque niveau (de -2 au +6) des installations. La procédure a été complétée avec les éléments demandés lors de la précédente inspection. Concernant le nettoyage des parties inaccessibles, l'exploitant indique avoir recours à une société extérieure. Néanmoins, ces interventions ne sont pas mentionnées dans la procédure de nettoyage, ni enregistrées.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans la procédure de nettoyage, l'exploitant doit mentionner la nécessité de procéder au nettoyage des parties inaccessibles, selon des modalités à définir, et assurer la traçabilité de ces opérations.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées) 1er alinéa</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel constat inspection du 09/03/2022:</u></p> <p>L'exploitant doit procéder au nettoyage de l'ensemble des zones susmentionnées et renforcer la fréquence de ce nettoyage en l'inscrivant dans la procédure dédiée. L'exploitant doit faire appel à une société extérieure pour le nettoyage des parties inaccessibles, en tenant compte des contraintes d'exploitation, et le préciser dans la procédure dédiée.</p> <p><u>Courrier exploitant du 25/04/2022 et constat inspection du 29/07/2025:</u></p> <p>La visite des installations a mis en évidence un état globalement satisfaisant en termes de nettoyage. Le boisseau GH1 était en revanche particulièrement empoussiéré (notamment au niveau des parois et du ventilateur). L'exploitant a transmis le justificatif de leur nettoyage dans les heures qui ont suivi l'inspection.</p> <p>Le sujet du nettoyage des parties inaccessibles a été évoqué dans le constat précédent.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit procéder à un nettoyage plus régulier des boisseaux grains humides et le mentionner dans la procédure de nettoyage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 6 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées) 2ème alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection
Prescription contrôlée : La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : <u>Rappel constat inspection du 09/03/2022:</u> En revanche, il apparaît que la procédure relative au nettoyage des installations doit être plus précise, s'agissant en particulier de la fréquence de nettoyage. En effet, les termes employés (tels que « régulièrement », « chaque fois que nécessaire ») paraissent trop vagues pour garantir en tout temps un nettoyage suffisant, laissé à l'appréciation de l'opérateur. Notamment, une fréquence minimale de nettoyage doit être indiquée pour les chemins de câbles, les gaines et autres surfaces planes des équipements (tableaux électriques notamment) Un nettoyage renforcé pendant les périodes de forte activité doit de plus être prévu dans cette procédure. <u>Courrier exploitant du 25/04/2022 et constat inspection du 29/07/2025:</u> La procédure de nettoyage a été complétée en tenant compte des demandes formulées ci-avant. Le nettoyage des équipements susceptibles d'accumuler de la poussière est indiqué dans la partie méthodologie de la consigne de nettoyage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Si le nettoyage des équipements susceptibles d'accumuler de la poussière est indiqué dans la partie méthodologie de la consigne de nettoyage, il convient néanmoins de les lister dans les tableaux de recensement des installations, figurant dans cette procédure, afin que ces parties (câbles, armoires électriques notamment) ne soient pas omises durant les opérations de nettoyage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées) 3ème alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection
Prescription contrôlée : Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie ou l'explosion.
Constats : <u>Rappel constat inspection du 09/03/2022:</u> L'exploitant doit transmettre les informations permettant de s'assurer que ces dispositifs d'aspiration présentent les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. <u>Courrier exploitant du 25/04/2022 et constat inspection du 29/07/2025:</u> Les caractéristiques de la centrale d'aspiration transmises (aspirateur Pharaon, modèle D/G30, N° série: 040620736, ATEX : Ex II 3D T4) attestent de son caractère ATEX . Ces caractéristiques sont inscrites sur la plaque de l'équipement vu en inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées) 4ème alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection
Prescription contrôlée : Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.
Constats : <u>Rappel constat inspection du 09/03/2022:</u> Au regard de la procédure susmentionnée, l'exploitant transmettra les dispositions qui avaient été prises (silo à l'arrêt ou procédure « permis de feu ») lors du nettoyage complet de fin de saison, réalisé en semaines 49 et 50 de l'année 2021 de la tour de manutention et des passerelles, au moyen d'un aspirateur et du balai comme mentionné dans le registre de report des opérations de nettoyage des installations.

Courrier exploitant du 25/04/2022 et constat inspection du 29/07/2025:

Les permis de feu, établis en 2021 lors du nettoyage complet de fin de saison, ont été transmis. Conformément à la procédure de nettoyage, la consignation des matériels (mécaniques, électriques) durant la période de nettoyage, est indiquée en tant que mesure de sécurité. La vérification après nettoyage n'est pas prévue dans ce cas de figure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

S'il n'y a pas de travail par point chaud et que les appareils sont consignés durant le nettoyage, il convient néanmoins de procéder à une vérification des installations à l'issue de cette opération.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 9 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 14 (suivi température)

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection

Prescription contrôlée :

(...) La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement. (...)

Constats :

Constat inspection du 29/07/2025:

Les cellules de stockage des céréales sont ventilées et équipées de sondes thermométriques permettant un suivi de la température de ces produits susceptibles de fermenter.

Dans un cahier de bord dédié au suivi des silos, l'exploitant dispose :

- de consignes en matière de conservation des marchandises, qui prévoient un mode opératoire en fonction de la situation considérée (pendant/après la moisson et en cas d'échauffement constaté) ainsi qu'une gestion différenciée en fonction de la nature du grain et de son taux d'humidité (ventilation plus importante dans les deux cellules grains humides) ;
- de consignes de sécurité spécifiques décrivant les actions à engager en cas de phénomène d'auto-échauffement dans une cellule.

Les sondes au sein des cellules ainsi que le dispositif de suivi et d'enregistrement des températures, installé en salle de contrôle, ont été visualisés lors de l'inspection. Ce dispositif comporte :

- un boîtier dédié au report de la température mesurée au niveau des 10 cellules de grains secs et des 2 cellules grains humides (4 sondes/cellule et 5 points de contrôle/sonde = 20 points de contrôle).

<p>Ce boîtier nécessite d'être réparé ou changé puisque la mesure de 4 points de contrôle sur 5 apparaît à l'écran. Le relevé se fait de manière manuelle (non en continu) et le dispositif n'est pas asservi à une alarme.</p> <ul style="list-style-type: none"> - un autre boîtier spécifique au suivi de température du séchoir (4 sondes). - un support informatique (logiciel "Optisilo") où les données relevées sont reportées.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin d'optimiser le suivi de la silo-thermométrie, il convient que l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - procède à la réparation du boîtier affichant les températures relevées dans les cellules de stockage des céréales ; - mène une réflexion afin que le dispositif soit automatisé : enregistrement et report en continu sur logiciel de suivi, asservissement à une alarme en cas de dépassement du seuil d'alerte en température (afin d'être directement prévenu en cas de montée anormale de température, en dehors des heures ouvrées notamment).
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>